

Le point de vue des communistes

« Ni pour ni contre, mais il faut en discuter, informer la population et un maximum de transparence quant aux tenants et aboutissants du projet ». Voilà, résumée, la position des communistes de la presqu'île de Crozon et de l'Aulne maritime sur la fusion entre la CCPCAM (Communauté de communes presqu'île de Crozon - Aulne maritime) et Brest métropole.

« C'est logique que Brest veuille s'agrandir : c'est la plus petite des métropoles françaises », explique Christian Beaumanoir, du PCF Crozon. « Mais pourquoi se précipiter ? À quelles conditions pour les habitants ? Qu'est-ce que cela implique au quotidien ? », martèle-t-il. Inquiets, les

communistes le sont, s'interrogeant notamment sur les compétences qu'impliquera le fait de passer de la comcom à la métropole en cas de fusion et « qui touchent à la vie quotidienne des habitants » : « Le Scot (Schéma de cohérence territoriale) qui prend le pas sur les PLU (Plans locaux d'urbanisme), les services d'intérêt collectif comme l'assainissement ou l'eau, la collecte des ordures ménagères ou encore les transports... Ce n'est pas rien », s'exclame encore Christian Beaumanoir. Le groupe communiste milite pour des « débats publics dans toutes les communes concernées et un référendum. En l'état actuel des choses, il y a trop peu d'éléments pour se décider ».

Nombreuses dérogations évoquées

Peu convaincus par les résultats du questionnaire proposé en ligne et auquel ont répondu « 7 % de la population », ils sont également très sceptiques sur les réponses apportées, vendredi, à l'issue de la réunion de travail qui s'est déroulée à Kerdanvez, en pré-

sence du maire de Brest. « On nous annonce une neutralisation de la fiscalité pour dix ans et des dérogations sur presque toutes les compétences, détaille Christian Beaumanoir. On n'y croit pas. Les autres communes de la métropole vont-elles accepter que nous ne payions pas ? Et que se passe-t-il dans dix ans ? »

« Dénî de démocratie »

D'autres questions taraudent le PCF : « Bien sûr, il faut désenclaver la presqu'île. La question des transports doit être multimodale : il faut un transrade régulier au quotidien et plus de cars pour aller à Brest. Il faut réduire notre obligation de prendre la voiture, ce qui induit une étude sur les besoins de la population en matière de transports », propose le PCF. Face à ce qu'ils considèrent comme un « déni de démocratie », les communistes souhaitent que les électeurs soient « enfin respectés et informés ». « Les citoyens sont invités à se prononcer sur le nom du futur centre culturel mais pas sur la fusion, c'est le pompon ! », s'amuse Christian Beaumanoir.